

# Le Luxembourg, partenaire de

« Il ne peut y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans sécurité. Et l'un et l'autre dépendent du respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit. »

L'affirmation de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, est le fil conducteur de la politique étrangère du Luxembourg. C'est aussi dans cet esprit que le Luxembourg œuvrera s'il est élu membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2013-2014.

Et c'est dans cet esprit que le Luxembourg conçoit son **partenariat avec l'Afrique**. En tant qu'un des six Etats membres fondateurs de l'Union européenne, le Luxembourg a contribué dès le début au façonnement des relations privilégiées entre l'Afrique et l'Europe et a œuvré à l'approfondissement du partenariat entre nos deux continents, en ligne avec l'important rôle politique et économique que l'Afrique joue sur la scène internationale. Cet engagement reflète le choix résolu du Luxembourg pour l'intégration et le multilatéralisme et l'esprit de solidarité d'une société multiculturelle et plurilingue.

Membre fondateur des Nations Unies, le Luxembourg reste plus que jamais convaincu de la pertinence d'une **approche multilatérale dont les Nations Unies sont au centre**. Seules les Nations Unies possèdent la légitimité voulue pour concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces face aux défis globaux qui appellent des réponses collectives et urgentes. Il nous faut toutefois aussi donner à l'Organisation les moyens d'agir et d'être un véritable catalyseur du changement. Ce besoin de réforme des Nations Unies se fait ressentir tout particulièrement en ce qui concerne le Conseil de sécurité. Il est essentiel que **le Conseil de sécurité soit adapté aux réalités géopolitiques** d'aujourd'hui. Le Luxembourg s'est toujours prononcé en faveur d'une augmentation du nombre de sièges dans les deux catégories de membres, permanents et non-permanents, et notamment en faveur d'une **représentation permanente pour l'Afrique au Conseil**. Il est de même important de moderniser les modes de fonctionnement du Conseil en vue d'assurer **une efficacité et une transparence accrues**, une meilleure interaction avec les autres organes principaux des Nations Unies, et notamment l'Assemblée générale, tout en associant plus largement l'ensemble des Etats membres à ses travaux.

Le Luxembourg s'engage aux côtés de l'Afrique pour **la paix et la sécurité**. Membre actif de la Commission de consolidation de la paix (CCP) de l'ONU et notamment de la formation Guinée-Bissau de la CCP, le Luxembourg contribue depuis sa création au **Fonds pour la consolidation de la paix**, qui bénéficie majoritairement à des pays africains. Lors de sa Présidence du Conseil économique et social (ECOSOC) en 2009, le Luxembourg a œuvré également en vue d'un renforcement des relations entre l'ECOSOC et la Commission de consolidation de la paix, convaincu que fort de son savoir-faire et de son expérience uniques

# L'AFRIQUE



dans la gestion des problèmes liés au développement des pays sortant d'un conflit, l'ECOSOC peut contribuer de manière significative aux travaux de la Commission. Le Luxembourg participe de même régulièrement aux **missions de paix et de sécurité en Afrique**, le plus récemment au Tchad, en République centrafricaine et en Ouganda (mission d'entraînement des forces de sécurité somaliennes). Outre sa participation à la mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo, le Luxembourg est actif dans la lutte contre la piraterie dans l'Océan indien, en mettant notamment à disposition deux avions de reconnaissance, en soutien à la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Luxembourg contribue par ailleurs à de nombreux projets de l'ONU, en particulier dans les domaines de la prévention des conflits, de la réforme du secteur de la sécurité, de la formation et du renforcement du leadership et de la participation des femmes dans les activités de consolidation de la paix en Afrique, dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité.

En tant que membre fondateur de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Luxembourg a une **sensibilité toute naturelle pour les préoccupations des pays de l'Afrique francophone**, et s'engage activement en vue de faciliter la participation de troupes francophones aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Garantir et renforcer la paix, la sécurité et la stabilité au niveau international exige de constants efforts en matière de **désarmement, de non-prolifération et de contrôle des armements**. Le Luxembourg soutient pleinement l'action de l'ONU dans ce domaine. Nous avons été parmi les premiers à ratifier tant la Convention d'Ottawa sur les mines anti-personnel que la Convention sur les armes à sous-munitions qui interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des bombes à sous-munitions. De surcroît, le Luxembourg a interdit, au niveau national, tout financement de ces armes. Nous contribuons de même régulièrement aux activités du service de la lutte anti-mines de l'ONU. Le Luxembourg soutient pleinement les efforts en cours en vue d'établir un **instrument juridiquement contraignant** sous l'égide des Nations Unies **en matière de commerce d'armes**. Il partage la préoccupation exprimée par les pays africains dès décembre 2000, dans la Déclaration de Bamako, quant aux conséquences dévastatrices des problèmes liés au commerce non réglementé des armes classiques et au détournement de ces armes vers le marché illicite. L'absence de système régulateur universel est un facteur contribuant aux conflits, aux déplacements de population, à la criminalité et au terrorisme et porte atteinte à la paix, à la réconciliation, à la sûreté, à la sécurité, à la stabilité et au développement durable.

Terrorisme, piraterie, trafic de drogues, trafic d'êtres humains constituent autant d'autres **menaces transversales** qui sont allées en croissant en Afrique ces dernières années. Le Luxembourg est présent quand il s'agit de lutter contre ces menaces et de s'attaquer à leurs **causes profondes**.

De longue date, le Luxembourg est un **partenaire fiable de l'Afrique en matière de coopération au développement**. Depuis 2000, le Luxembourg fait partie des rares pays qui tiennent leur engagement et respectent l'objectif de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. **Depuis 2009, l'APD du Luxembourg a dépassé le seuil de 1% du RNB**. Malgré la crise financière et économique, le Luxembourg ne relâchera pas ses efforts en vue de contribuer à la réalisation, en 2015, des objectifs du Millénaire pour le développement. Notre politique de coopération au développement se place résolument au service de **l'éradication de la pauvreté, en particulier en Afrique**, où se situent la majorité des pays partenaires du Luxembourg. Dans un esprit de partenariat et dans le respect du principe de l'appropriation de l'aide par les partenaires locaux, la Coopération luxembourgeoise intervient surtout dans les domaines sociaux : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles, et le développement local intégré, en mettant l'accent sur l'eau et l'assainissement.

Le Luxembourg attache une importance particulière au développement des **pays les moins avancés (PMA)**, sachant que la majorité des PMA se situent en Afrique. En allouant **0,29% de notre revenu national brut** aux PMA, nous faisons plus que respecter l'engagement pris en 2001 de fournir entre 0,15 et 0,20% du RNB aux

# Le Luxembourg, partenaire de l'Afrique

pays les moins avancés. Depuis 2006, le Luxembourg préside par ailleurs le Sous-Comité des pays les moins avancés à l'OMC, et a présidé le Conseil du Commerce et du Développement de la CNUCED en 2009-2010.

Pour relever le défi majeur de la **sécurité alimentaire**, l'Afrique peut compter sur l'appui constant du Luxembourg en faveur du développement de l'agriculture en Afrique. Cet appui se manifeste notamment par notre soutien aux programmes du PAM et de la FAO et par la mise en place à Luxembourg d'un important fonds de garantie et d'assistance technique en appui à la production agricole en Afrique, en partenariat avec l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA).

Le Luxembourg est également aux côtés de l'Afrique dans la lutte contre le **changement climatique** et dans l'adaptation au changement climatique. Il s'est ainsi engagé dès le début dans les négociations pour une Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et attache une grande importance à sa mise en œuvre concrète. Depuis l'adoption du Protocole de Kyoto en 1997, le Luxembourg a pris avec ses partenaires européens des engagements contraignants pour réduire ses émissions de gaz carbonique et atténuer les effets du changement climatique, qui affecte particulièrement le continent africain. Membre du groupe des « Amis contre le changement climatique », le Luxembourg continue de soutenir les efforts visant à aboutir, dans le cadre de l'ONU, à un accord international juridiquement contraignant. Le Luxembourg contribue de même au **Financement accéléré** en vue de faire face au changement climatique (9 millions d'euros pour la période 2010-2012). Dans une première phase, 3 millions d'euros ont été affectés au Fonds d'adaptation, au Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (UN-REDD) ainsi qu'à la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR). Ces ressources sont **nouvelles et additionnelles à l'aide publique au développement** du Luxembourg.

Pour contribuer au **développement économique** de l'Afrique et faciliter son accès au marché mondial, le Luxembourg encourage ses entreprises à **investir sur le continent**, notamment dans les secteurs de la sidérurgie et des mines, de la téléphonie mobile, du fret aérien, des communications par satellite, de l'environnement et des technologies vertes. Le Luxembourg contribue à la formation des futurs cadres de l'Afrique à travers **l'accueil de nombreux étudiants africains à l'Université du Luxembourg**. Des formations sont également organisées pour des cadres africains dans des secteurs spécifiques tels que la sécurité de l'aviation civile, la microfinance et le secteur bancaire.

Le Luxembourg appuie de manière générale les initiatives dans le domaine de la **microfinance en Afrique**, en s'appuyant sur l'expertise présente en la matière sur la place financière luxembourgeoise. La Coopération luxembourgeoise finance par exemple un important programme de promotion des secteurs financiers inclusifs dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Le secteur des **technologies de l'information et de la communication** (TIC) a été identifié comme une priorité pour l'Afrique, notamment lors du 14e Sommet de l'Union africaine auquel le Vice-Premier Ministre du Luxembourg, S.E. M. Jean Asselborn, a eu l'honneur de participer en janvier 2010, en tant que personnalité invitée. En utilisant ses compétences reconnues dans le domaine des TIC, le Luxembourg soutient depuis 2009 un projet régional visant à renforcer les capacités de la Commission de la CEDEAO. Depuis 2010, le Luxembourg contribue par ailleurs à deux importants projets à l'échelle continentale, l'un visant à développer le réseau des points d'échange internet en Afrique (projet AXIS, « African Internet Exchange System »), l'autre visant à développer la télémédecine satellitaire au bénéfice de l'Afrique sub-saharienne.

Au-delà de notre engagement commun pour la paix, la sécurité et le développement, le Luxembourg et l'Afrique sont liés par des **valeurs partagées** : l'attachement à la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et les libertés fondamentales. La tenue de la 1ère Conférence de révision du Statut de Rome en 2010 à Kampala, au cœur du continent africain, a montré de même à quel point la lutte contre l'impunité répond aux attentes profondes des Africains.



# Le Luxembourg, partenaire de l'Afrique

## En bref

**Relations avec l'Afrique :** le Luxembourg participe activement aux niveaux bilatéral, régional et international au façonnement de relations politiques, économiques et de développement toujours plus étroites avec l'Afrique, et ce de longue date

**Valeurs partagées :** le Luxembourg et l'Afrique sont liés par leur attachement à la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et les libertés fondamentales

**Réforme du Conseil de sécurité :** le Luxembourg milite pour une représentation permanente de l'Afrique, dans un Conseil plus efficace et plus transparent

**Paix et sécurité en Afrique :** le Luxembourg s'engage activement dans la Commission de consolidation de la paix et dans les missions de paix et de sécurité sur le continent africain

**Désarmement, non-prolifération et contrôle des armements :** le Luxembourg œuvre en faveur d'une constante recherche de la sécurité au plus bas niveau possible d'armement ; il est partie à tous les traités et conventions régionaux et internationaux dans ce domaine

**Lutte contre les menaces transversales :** le Luxembourg s'engage aux côtés de l'Afrique contre le terrorisme, la piraterie, le trafic de drogues et le trafic d'êtres humains et s'attaque à leurs causes profondes

**Coopération au développement :** l'APD du Luxembourg dépasse 1% de son RNB et bénéficie en particulier aux pays les moins avancés (0,29% du RNB); 51% de notre aide bilatérale sont investis en Afrique

**Sécurité alimentaire :** le Luxembourg soutient le PAM et la FAO et a mis en place un important fonds de garantie et d'assistance technique en appui à la production agricole en Afrique

**Changement climatique :** le Luxembourg a pris des engagements contraignants pour réduire ses émissions de gaz carbonique et contribue à l'effort d'atténuation et d'adaptation, y compris par des contributions substantielles qui sont nouvelles et additionnelles à son APD

**Développement économique :** le Luxembourg encourage ses entreprises à investir en Afrique et offre des formations ciblées aux cadres de l'Afrique, y compris à l'Université du Luxembourg

**Microfinance :** le Luxembourg met son expertise dans le secteur financier au service de l'Afrique

**Technologies de l'information et de la communication :** le Luxembourg s'appuie sur ses compétences dans ce domaine pour appuyer des projets de développement des réseaux de communication en Afrique

Le Luxembourg est l'un de seulement six Etats membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies à n'avoir jamais eu l'honneur de siéger au Conseil de sécurité alors qu'il s'efforce d'apporter sa contribution aux objectifs et principes de la Charte, de faire preuve d'une solidarité affirmée et confirmée et de faire montre d'un engagement concret pour le développement, la paix, la sécurité et les droits de l'homme.

**Partenaire solidaire de l'Afrique, le Luxembourg serait honoré de pouvoir compter sur le soutien des pays africains lors des élections d'octobre 2012 pour un siège non-permanent au Conseil de sécurité en 2013-2014.**

